

## JAPON

*Le Japon sort d'une décennie de stagnation économique; il a encore un écart de PIB par habitant très sensible par rapport aux pays les plus performants, en raison d'un net retard de productivité.*

### Priorités fondées sur des indicateurs

#### **Libéraliser encore le commerce de détail et les services professionnels**

Des réglementations restrictives entravent la concurrence dans le commerce de détail et dans les services professionnels, ce qui se traduit par une faible productivité dans ces secteurs.

**Mesures prises :** Malgré les mesures passées d'assouplissement de la réglementation concernant la création de grandes surfaces, les nouvelles règles d'urbanisme applicables en 2007 en zone suburbaine pourraient se traduire par des barrières à l'entrée pour les grandes surfaces.

**Recommandations :** Assouplir les mesures telles que les restrictions à l'entrée et les règles d'urbanisme qui peuvent avoir pour effet de favoriser les petites surfaces et les points de vente les moins productifs. Élargir l'éventail des qualifications permettant aux étrangers de travailler au Japon et autoriser les étrangers à travailler dans un plus grand nombre d'activités, en particulier non techniques, notamment les soins aux personnes âgées.

#### **Réformer la législation sur la protection de l'emploi pour les salariés sous contrat régulier**

L'incertitude quant à la définition du licenciement abusif appliquée par le juge fait que le régime du licenciement est flou, ce qui a pu nuire à l'embauche sous contrat à durée indéterminée. La proportion croissante de travailleurs sous contrat à durée déterminée a augmenté du fait de la rigueur de la législation sur la protection de l'emploi, ce qui soulève des problèmes d'efficacité et d'équité.

**Mesures prises :** Aucune mesure n'a été prise pour assouplir la protection de l'emploi en cas de contrat à durée indéterminée.

**Recommandations :** Pour remédier à l'incertitude judiciaire qui freine l'embauche sur contrat à durée indéterminée, il faudrait que le législateur donne des directives plus précises et plus transparentes. Réduire la protection de l'emploi en cas de contrat à durée indéterminée, ce qui atténuerait l'incitation à contourner de fait la stricte protection de l'emploi en embauchant sous contrat à durée déterminée.

#### **Réduire le soutien à la production agricole**

Le soutien aux producteurs agricoles demeure largement supérieur à la moyenne de l'OCDE, ce qui permet d'augmenter les revenus agricoles, mais se traduit par l'affectation de ressources excessives à des activités faiblement productives.

**Mesures prises :** Depuis 2006, quelques mesures limitées ont été prises avec le passage à un système multi-produits, le soutien devant surtout bénéficier aux exploitations les plus grandes et les plus efficaces. Les sociétés peuvent désormais louer et gérer des terres agricoles.

**Recommandations :** Réduire encore le niveau du soutien aux producteurs agricoles, tout en privilégiant les aides directes aux exploitants par rapport au soutien des prix du marché, afin de moins fausser les décisions en matière d'échanges et de production.

### Autres grandes priorités

- Favoriser l'innovation grâce à une amélioration des conditions cadres, notamment en éliminant les obstacles au développement du capital-risque. Améliorer le système éducatif en allégeant encore la réglementation et en supprimant les obstacles à l'entrée pour les universités étrangères.
- Accroître la productivité en augmentant l'investissement direct étranger : éliminer les obstacles que les investisseurs potentiels peuvent rencontrer en ouvrant totalement le marché des fusions et acquisitions aux sociétés étrangères et en assouplissant la réglementation des marchés de produits, surtout dans les services et les industries de réseau.